

de 1914, qui est une forme de réescompte; à votre avis, monsieur Harding, au point de vue des opérations bancaires, le taux de l'escompte varierait-il ou serait-il modifié à peu près de la même manière que celui du système de réserve fédérale?—R. Je ne me sens vraiment pas en mesure de répondre à cette question. Je serais porté à croire que si votre Gouvernement a son mot à dire dans cette affaire, la Commission des Banques pourrait baser le taux de l'intérêt sur les conditions générales du marché monétaire.

Dans les milieux internationaux d'opérations bancaires on est fermement d'opinion qu'une disette d'or se ferait sentir dans le monde entier à moins que l'on ne prenne les moyens, par une coopération internationale, d'empêcher les banques centrales d'accumuler sans nécessité des montants considérables. Si cette disette allait se faire sentir, le résultat en serait nécessairement une diminution graduelle des échelles de prix, des pertes et aussi l'instabilité des affaires.

Puis-je vous demander si vous partagez cet avis ou si votre opinion diffère de celle-ci?—R. Bien, en principe, oui. Il se peut qu'il faille faire certaines modifications, mais je crois que cela est exact en principe.

Q. Sir Herbert dit encore:—

Une coopération intelligente entre les pays les plus importants qui possèdent de l'or peut empêcher que ces difficultés ne se produisent, mais cela peut comporter des modifications de la politique d'un certain nombre de pays qui n'occupent pas la première place dans la finance internationale. Les valeurs-or du Canada s'accumulent et atteindront un chiffre encore plus considérable, à mesure que et lorsque l'augmentation des affaires due au développement du pays rendra nécessaire la mise en circulation d'un plus grand nombre de billets. Ni la Grande-Bretagne, ni l'Allemagne, ni aucun autre pays d'une certaine importance au point de vue commercial, à l'exception des Etats-Unis, ne garde une réserve métallique aussi importante que celle du Canada, toute proportion gardée.

Pouvez-vous nous dire quelque chose, monsieur Harding, au sujet de la proportion des réserves?—R. Ma foi, cela varie, naturellement, de temps en temps. Prenez le cas de la Pologne, par exemple, que l'on ne considère pas comme un pays bien riche. Après la stabilisation de son emprunt, je crois que la Banque de la Pologne possédait le plus fort pourcentage de réserve-or de l'Europe et un des plus considérables du monde entier, mais ce pourcentage diminuera à mesure que les revenus de cet emprunt s'accroîtront.

Q. Tenant compte de la proximité du Canada et des Etats-Unis et du change du marché monétaire, et supposant que dans nos réserves d'or se trouve un montant qui semblerait n'avoir jamais été utilisé ou nécessaire depuis 1914, dans nos opérations commerciales ou économiques, à titre de banquier, seriez-vous porté à croire qu'il serait sage de faire servir une partie de ce montant non utilisé pendant cette période, disons à la réduction de la dette nationale? En d'autres termes, si nous avons \$185,000,000. . .

Le PRÉSIDENT: Monsieur Ladner, je ne veux pas interrompre votre question, mais le temps à notre disposition sera bientôt écoulé. Je ne dirai pas qu'il est maintenant une heure. Nous voulons tous que M. Woodsworth et M. Spencer puissent parler; tout cela est très intéressant, je le sais.

*M. Ladner:*

Q. C'est ma dernière question, monsieur Harding.—R. Je ne crois pas avoir la compétence voulue pour répondre à cette question. Vos financiers et vos banquiers peuvent déterminer cela bien mieux qu'un étranger qui ne saurait que donner une réponse approximative.

Le PRÉSIDENT: Nous y consacrerons tout le temps pendant lequel M. Harding sera au milieu de nous.